

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12949]

23 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 20 juin 2013 relatif aux plans de déplacements scolaires

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, l'article 8, alinéa 1^{er};

Vu les articles 2.3.1, 1^o; 2.3.3; 2.3.6, 2^e et 3^e alinéa, de l'ordonnance portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie du 2 mai 2013;

Vu le test sur l'égalité des chances;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 3 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juin 2013 relatif aux plans de déplacements scolaires, est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par exception, le formulaire « prédiagnostic » adressé en décembre 2016 est valable jusqu' au 31 janvier 2021 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a la Mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 mai 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/13027]

23 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale réglementant la mise en place, l'exploitation et le contrôle des bassins d'orage

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, notamment les articles 4, 6, § 2, 7 et 66, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe IB, IC, ID, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

Vu le test égalité des chances réalisé le 5 février 2019, en application de l'article 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12949]

23 MEI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juni 2013 betreffende de schoolvervoerplannen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 8, 1e lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de artikelen 2.3.1, 1^o; 2.3.3; 2.3.6 2e en 3e lid, van de ordonnantie houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing van 2 mei 2013;

Gelet op de gelijke kansentest;

Gelet op de adviesaanvraag binnen de dertig dagen, die op 3 april 2019 bij de Raad van State is ingediend, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen de termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de minister Mobiliteit en Openbare Werken,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het artikel 6 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juni 2013 betreffende de schoolvervoerplannen wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt : « Bij wijze van uitzondering blijft het formulier « prediagnose », dat in december 2016 werd verzonden, geldig tot 31 januari 2021. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De minister bevoegd voor Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 mei 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/13027]

23 MEI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot regeling van het inplanten, de exploitatie en de controle van storbekkens

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, met name de artikelen 4, 6, § 2, 7 en 66, § 1;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IB, IC, ID, II en III met toepassing van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

Gelet op de test voor gelijke kansen die is uitgevoerd op 5 februari 2019 overeenkomstig artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2018 ter uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de test voor gelijke kansen;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement, par le biais du Comité des usagers de l'eau institué en son sein, donné le 13 mars 2019;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 21 mars 2019;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°65.961/1, donné le 10 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. — *Objet, champ d'application et définitions*

Section 1^{ère}. — *Objet et champ d'application*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté vise à réglementer la mise en place, l'exploitation et le contrôle des bassins d'orage, tels que définis à l'article 2, en les soumettant à déclaration préalable conformément à l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

§ 2. Le présent arrêté détermine les conditions générales d'exploitation des bassins d'orage tels que visés à la rubrique 179, nouvellement insérée par l'article 7 du présent arrêté, de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe IB, IC, ID, II, et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

§ 3. Le présent arrêté s'applique tant aux futurs bassins d'orage qu'aux existants en vertu de l'article 7, § 3, 4°, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement. Les articles 4 et 6, § 1^{er} ne sont toutefois applicables qu'aux futurs bassins d'orage.

§ 4. Ne tombent pas dans le champ d'application du présent arrêté :

- 1° les bassins d'orage d'une capacité inférieure à 10 m³;
- 2° les dispositifs de rétention des eaux pluviales à ciel ouvert, généralement végétalisés et dont les parois ne sont pas artificielles;
- 3° les infrastructures de stockage-tampon des eaux résiduaires urbaines au sens de l'article 5, 58° de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau;
- 4° les dispositifs destinés à stocker les eaux pluviales exclusivement en vue de les récupérer.

Section 2. — *Définitions*

Art. 2. Les définitions de l'article 3 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement s'appliquent aux fins du présent arrêté.

On entend en outre par :

1° : "bassin d'orage" : ouvrage d'art souterrain ou en surface muni de parois artificielles destiné à stocker provisoirement tout ou partie du volume d'eau pluviale, pour le restituer ultérieurement et à débit contrôlé;

2° : "bassin d'orage existant" : bassin d'orage tel que défini au point 1° ayant été construit ou dont la demande de permis d'urbanisme a été introduite avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

3° : "bassin d'orage futur" : bassin d'orage tel que défini au point 1° n'ayant pas encore fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Introduction de la demande d'exploiter un bassin d'orage*

Art. 3. Toute exploitation d'un bassin d'orage fait l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'autorité compétente au moyen du formulaire mis à disposition par la commune ou disponible sur le site internet de Bruxelles Environnement.

Dans l'hypothèse où l'exutoire du bassin d'orage est un élément du réseau hydrographique tel que repris à l'Atlas du réseau hydrographique de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'un réseau séparatif d'eau pluviale, la déclaration est accompagnée de l'autorisation du gestionnaire de ce réseau.

Gelet op het advies van de Raad voor Leefmilieu, via het Comité van watergebruikers dat binnen deze raad werd opgericht, dat verstrekt is op 13 maart 2019;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat verstrekt is op 21 maart 2019;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 65.961/1, van 10 mei 2019, in overeenstemming met artikel 84, § 1, lid 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister van Leefmilieu en Waterbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Onderwerp, toepassingsgebied en definities*

Afdeling 1. — *Onderwerp en toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. Dit besluit legt het juridisch kader vast met betrekking tot het inplanten, de exploitatie en de controle van de stormbekkens, zoals bepaald in artikel 2, door ze te onderwerpen aan de voorafgaande aangifte in overeenstemming met de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

§ 2. Dit besluit bepaalt de algemene exploitatievoorwaarden van de stormbekkens zoals bedoeld in rubriek 179, nieuw ingevoegd door artikel 7 van dit besluit, van de bijlage van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IB, IC, ID, II en III in uitvoering van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

§ 3. Dit besluit is zowel van toepassing op de toekomstige stormbekkens als op de bestaande overeenkomstig artikel 7, § 3, 4°, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen. De artikelen 4 en 6, § 1, zijn echter alleen van toepassing op toekomstige stormbekkens.

§ 4. Vallen niet onder het toepassingsgebied van onderhavig besluit:

- 1° de stormbekkens met een capaciteit van minder dan 10 m³;
- 2° opvangvoorzieningen voor regenwater in de open lucht, over het algemeen begroeid en met wanden die niet kunstmatig zijn;
- 3° de infrastructuur van bufferopslag van stedelijk afvalwater in de zin van artikel 5, 58° van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot vaststelling van een kader voor het waterbeleid;
- 4° inrichtingen voor de opslag van regenwater, uitsluitend met het oog op de terugwinning ervan

Afdeling 2. — *Definities*

Art. 2. De definities van artikel 3 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen zijn van toepassing voor dit besluit.

Bovendien wordt verstaan onder:

1° : "stormbekken": een ondergrondse of bovengrondse kunstwerk met kunstmatige wanden, ontworpen om het regenwater tijdelijk geheel of gedeeltelijk op te slaan en vervolgens gecontroleerd vrij te geven;

2° : "bestaand stormbekken": stormbekken zoals gedefinieerd in punt 1° dat gebouwd is of waarvoor een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning is ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

3° : "toekomstig stormbekken": stormbekken zoals gedefinieerd in punt 1° dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit nog niet het voorwerp is geweest van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning.

HOOFDSTUK II. — *Indiening van de aanvraag om een stormbekken uit te baten*

Art. 3. Iedere uitbater van een stormbekken moet het vooraf bij de bevoegde overheid aangeven met behulp van het formulier dat door de gemeente ter beschikking wordt gesteld of dat beschikbaar is op de website van Leefmilieu Brussel.

Indien de afvoer van het stormbekken deel uitmaakt van het hydrografische netwerk zoals vermeld in de Atlas van het hydrografische netwerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van een gescheiden regenwaternetwerk, gaat de aangifte vergezeld van de machtiging van de beheerder van dit netwerk.

CHAPITRE III. — *Conditions relatives à la mise en place du bassin d'orage*

Art. 4. § 1^{er}. Sans préjudice du dimensionnement de l'ouvrage et du système de régulation de débit de fuite qui se fondent sur les prescriptions du règlement régional d'urbanisme adopté en vertu des articles 89/1 à 89/5 du Code bruxellois pour l'aménagement du territoire, ou d'un règlement communal d'urbanisme le cas échéant, tout bassin d'orage futur, qu'il soit enterré ou en surface, est équipé des éléments suivants :

- une chambre de visite spécifique en sortie de l'ouvrage afin de contrôler le débit sortant;
- un système de régulation de débit de fuite placé au minimum 20 cm au-dessus du radier;
- un accès muni d'une échelle à proximité de l'équipement permettant d'adapter et de réguler le débit de fuite, de manière à pouvoir aisément contrôler son bon fonctionnement, et si besoin, le nettoyer;
- un puisard de pompage au point bas afin de faciliter son nettoyage éventuel;
- un trop-plein en partie haute;
- un système d'alerte permettant de prévenir l'exploitant de tout problème ou défaut au niveau de la vidange, lorsque celle-ci ne s'effectue pas de manière gravitaire.

§ 2. Tout futur bassin d'orage enterré répond en outre aux prescriptions garantissant son accessibilité suivantes :

- il est muni d'une chambre de visite de forme circulaire ou carrée et de dimensions intérieures minimales de 800mm, garantissant leur accès pour l'entretien et le contrôle;

- il présente une hauteur minimale de 1,60 mètre;

- il est équipé de minimum un trappillon d'accès et d'une bouche de ventilation;

- Le(s) trapillon(s) d'accès a(ont) une ouverture libre de minimum 700 mm et sont de classe D400 lorsque placés) sous une voirie carrossable.

§ 3. Tout bassin d'orage d'une capacité égale ou supérieure à 25 m³ est équipé d'un raccordement électrique et d'un dispositif permettant la télémétrie ou le contrôle à distance.

§ 4. Lorsqu'un dispositif destiné à stocker les eaux pluviales exclusivement en vue de leur récupération est prévu en liaison avec le bassin d'orage, celui-ci est placé en aval d'un tel dispositif.

§ 5. Tout bassin d'orage est implanté à un niveau, calculé en fond de radier, tel qu'il permet une vidange totale par voie gravitaire vers l'exutoire. A défaut, ce niveau doit permettre de maximiser le volume d'eau pouvant s'évacuer par voie gravitaire.

CHAPITRE IV. — *Conditions d'exploitation*

Art. 5. L'exploitant réalise les opérations d'entretien (contrôle fonctionnel de tous les composants mécaniques et électrotechniques, maintenance et nettoyage de l'éventuelle pompe, vérification de l'étanchéité des raccords, vérification de la présence de boue et de leur hauteur,...) conformément aux recommandations du constructeur et de l'installateur, et aussi souvent que nécessaire pour assurer un fonctionnement normal du bassin d'orage qui n'occasionne pas de risque d'inondation supplémentaire.

CHAPITRE V. — *Contrôle à la mise en service et contrôles périodiques*

Art. 6. § 1^{er}. Préalablement à la mise en place et à l'exploitation de tout nouveau bassin d'orage, et sans préjudice du contrôle du respect des prescriptions urbanistiques, l'exploitant est tenu de soumettre le bassin d'orage à un contrôle de mise en service.

Ce contrôle est réalisé par l'opérateur de l'eau en charge du réseau d'égouttage ou par le gestionnaire du réseau hydrographique en fonction de l'exutoire du bassin d'orage. Celui-ci s'assure que l'ouvrage est conforme aux conditions fixées à l'article 4 du présent arrêté et transmet un rapport de visite à l'autorité compétente.

§ 2. En cours d'exploitation, tout bassin d'orage fait l'objet d'un contrôle périodique tous les cinq ans par l'opérateur de l'eau en charge du réseau d'égouttage ou le gestionnaire du réseau hydrographique

HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden voor het inplanten van het stormbekken*

Art. 4. § 1. Onverminderd de dimensionering van het kunstwerk en het regelingssysteem van het verliesdebiet op basis van de voorschriften van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening die aangenomen is overeenkomstig de artikelen 89/1 tot en met 89/5 van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, of, in voorkomend geval, een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening, moet elk toekomstig stormbekken, ongeacht of het zich ondergronds of aan de oppervlakte bevindt, met de volgende elementen uitgerust zijn:

- een specifieke inspectiekamer aan de uitgang van de structuur om het uitgaande debiet te controleren;
- een regelingssysteem voor het verliesdebiet dat ten minste 20 cm boven de vloer wordt geplaatst;
- een toegang met een ladder in de buurt van de uitrusting om het verliesdebiet aan te passen en te regelen, zodat de goede werking ervan gemakkelijk kan worden gecontroleerd en, indien nodig, gereinigd;
- een pompkamer op het lage punt om de eventuele reiniging te vergemakkelijken;
- een overloop in het bovenste gedeelte;
- een waarschuwingssysteem om de exploitant te waarschuwen voor problemen of defecten in het ledigingsproces wanneer dit niet door de zwaartekracht wordt uitgevoerd.

§ 2. Elk toekomstig ondergronds stormbekken moet ook voldoen aan de volgende toegankelijkheidseisen:

- het is uitgerust met een ronde of vierkante inspectiekamer met een minimale binnenmaat van 800 mm, waardoor de toegang voor onderhoud en inspectie gewaarborgd is;

- het heeft een minimumhoogte van 1,60 meter;

- het is uitgerust met ten minste één toegangsluik en één ventilatieopening;

- Het of de toegangsluik(en) heeft/hebben een vrije opening van minimaal 700 mm en zijn van klasse D400 wanneer ze onder een begaanbare weg worden geplaatst.

§ 3. Ieder stormbekken met een capaciteit gelijk of meer dan 25 m³ is uitgerust met een elektrische aansluiting en een apparaat voor telemetrie of afstandcontrole.

§ 4. Wanneer er een inrichting voor de opslag van regenwater uitsluitend voor de terugwinning ervan is voorzien dat met het stormbekken verbonden is, moet die laatste stroomafwaarts van een dergelijke inrichting worden geplaatst.

§ 5. Ieder stormbekken is op een diepte geplaatst waarbij de bodem ervan als referentie dient om een volledige lediging door zwaartekracht naar de afvoer mogelijk te maken. Bij gebrek hieraan moet de diepte ervan toelaten om de watervolume die door zwaartekracht afgevoerd kan worden, te maximaliseren.

HOOFDSTUK IV. — *Uitbatingvoorwaarden*

Art. 5. De uitbater voert onderhoudswerkzaamheden uit (functionele inspectie van alle mechanische en elektrotechnische componenten, onderhoud en reiniging van de eventuele pomp, controleert de dichtheid van de aansluitingen, controleert de aanwezigheid van slib en de hoogte ervan, enz.) overeenkomstig de aanbevelingen van de constructeur en de installateur, en zo dikwijls als dat nodig is om een normale werking van het stormbekken te garanderen die geen bijkomend overstromingsrisico oplevert.

HOOFDSTUK V. — *Controle op de ingebruikneming en periodieke controles*

Art. 6. § 1. Voorafgaand aan het inplanten en de exploitatie van ieder toekomstig stormbekken, en onverminderd de controle op de naleving van de stedenbouwkundige voorschriften, is de uitbater ertoe gehouden om het stormbekken aan een controle voor ingebruikneming te onderwerpen.

Deze controle wordt door de wateroperator die voor het rioleringsnet verantwoordelijk is of door de beheerder van het hydrografische netwerk in functie van de afvoer van het stormbekken uitgevoerd. Hij vergewist er zich van dat het kunstwerk conform de in artikel 4 van dit besluit vastgestelde voorwaarden is en maakt een bezoekrapport aan de bevoegde overheid over.

§ 2. In de loop van de exploitatie wordt het stormbekken periodiek om de vijf jaar door de wateroperator die voor het rioleringsnet verantwoordelijk is of door de beheerder van het hydrografische

dans le but de vérifier le bon fonctionnement du bassin d'orage et de ses équipements (régulateur de débit, système d'alerte, pompe de relevage,...).

En cas de manquement constaté à l'occasion de ce contrôle, le contrôleur avertit immédiatement l'autorité compétente.

CHAPITRE V. — Dispositions modificative et finales

Art. 7. Dans l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe IB, IC, ID, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 avril 2019 relatif aux réservoirs et aux bouteilles de gaz d'extinction reliés à un système d'extinction automatique, il est ajouté une nouvelle rubrique n°179, libellée comme suit :

N° Rub.	Dénomination	Classe	Mot clé	Nr. Rubr.	Benaming	Klasse	Sleutelwoord
179	Bassins d'orage d'eaux pluviales d'une capacité égale ou supérieure à 10m ³	3	Rétention temporaire eaux pluviales	179	Stormbekkens voor regenwater met een capaciteit gelijk of hoger dan 10m ³	3	Tijdelijke opname van regenwater

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Art. 9. Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 mai 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

La Ministre du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,
C. FREMAULT

netwerk gecontroleerd met als doel de goede werking van het stormbekken en zijn uitrusting te controleren (regulator van het debiet, alarmsysteem, ophaalpomp, ...).

In geval van gebreken die ter gelegenheid van deze controle vastgesteld worden, waarschuwt de controleur onmiddellijk de bevoegde overheid.

HOOFDSTUK V. — Wijzigings- en slotbepalingen

Art. 7. In de bijlage van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de lijst van ingedeelde inrichtingen van klasse IB, IC, ID, II en III in uitvoering van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, zoals laatst gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 april 2019 betreffende gastanks en -flessen voor blusgassen, verbonden met een automatisch blussysteem, wordt een nieuwe rubriek nr. 179 toegevoegd, die luidt als volgt:

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

Art. 9. De minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 mei 2019.

Voor de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

Minister van Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/13063]

23 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'emploi d'insertion visé à l'article 60, § 7 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, article 5, § 4^{bis} et 4^{ter}, modifiée par l'ordonnance du 28 mars 2019;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 60, § 7, remplacé par l'ordonnance du 28 mars 2019;

Vu la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, article 33, § 2, modifiée par la loi du 22 février 1998;

Vu la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, l'article 36, § 2, et l'article 38, remplacé par l'ordonnance du 28 mars 2019;

Vu l'ordonnance du 28 mars 2019 relative au dispositif d'insertion à l'emploi dans le cadre de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, article 7;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1998 portant exécution de l'article 33 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi;

Vu le test genre réalisé le 15 mai 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2018;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 17 janvier 2019;

Vu l'avis du Comité de Gestion d'Actiris, donné le 24 janvier 2019;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/13063]

23 MEI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de inschakelingsbetrekking zoals bedoeld in artikel 60, § 7 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 5, § 4^{bis} en 4^{ter}, gewijzigd door de ordonnantie van 28 maart 2019;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 60, § 7, vervangen door de ordonnantie van 28 maart 2019;

Gelet op de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, artikel 33, § 2, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, artikel 36, § 2 en artikel 38, vervangen door de ordonnantie van 28 maart 2019;

Gelet op de ordonnantie van 28 maart 2019 betreffende de maatregel voor inschakeling op de arbeidsmarkt in het kader van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1998 tot uitvoering van artikel 33 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid;

Gelet op de gendertest, uitgevoerd op 15 mei 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 5 december 2018;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 17 januari 2019;

Gelet op het advies van het beheerscomité van Actiris, gegeven op 24 januari 2019;